



C.C.A.S. • K.O.S.G.
Langonnet • Langoned

PROCÈS VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 JANVIER 2026

L'an deux mil vingt-six, le 27 janvier, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de LANGONNET dûment convoqué le 16 janvier 2026, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Françoise GUILLERM.

Présents : Françoise GUILLERM, Karine LE COURANT, Marie-Françoise HUGOT-LE GUELLEC, Maurice COZIC, Joëlle POULICHET, Martine CIBRARIO, Jean-Bernard LE ROUX, Hélène MELIARENNE

Absents / excusés : Sandrine SYLVESTRE, Jean QUERRIEL, Anne LE LIBOUX

Nombre de membres au conseil : 11

Présents : 8

Votants : 8

Le quorum de 8 membres présents est atteint

A été nommé secrétaire de séance : Karine LE COURANT

Ordre du jour de la séance

- 1- Approbation du PV du Conseil d'administration du 3 décembre 2025
- 2- Adhésion au service de calcul de l'ARE du CDG 56

Délibération n°01/2026 Adhésion au service de calcul de l'ARE du CDG 56

Vu l'arrêté n°18-2013 du 12 novembre 2013 nommant Mme Marie-Josée PALARIC titulaire à compter du 01 novembre 2013,

Considérant que Mme PALARIC a épuisé ses droits à congé de maladie ordinaire ou de grave maladie,

Vu le dernier avis du Conseil médical, en date du 12 décembre 2025 reconnaissant son inaptitude totale et définitive à toutes fonctions,

Vu l'arrêté de licenciement 01/2026 du 21 janvier 2026 de Mme Palaric pour inaptitude totale et définitive

Considérant son droit à bénéficier d'une allocation d'Aide au Retour à l'Emploi,

Considérant la complexité de traitement de ce genre de dossier pour l'administration communale,

Il est proposé au conseil d'administration du CCAS de :

- De confier par convention au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Morbihan le calcul des allocations d'aide au retour à l'emploi,
- D'autoriser la présidente à signer la convention et toute pièce s'y rapportant,
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget.

Après délibération, le conseil d'administration valide à l'unanimité la signature par la Présidente de la convention présentée et l'inscription des crédits nécessaires au budget.

La séance est levée.

Signature secrétaire de séance :
Karine LE COURANT



Signature La Présidente :
Françoise GUILLERM



COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SÉANCE DU 27 JANVIER 2026
ANNEXE VOTE

	Délibération n°01/2026		
Françoise GUILLERM	P	Pour	P
Karine LE COURANT	P	Contre	C
Marie-Françoise LE GUELLEC	P	Abstention	A
Maurice COZIC	P	Absent.e	Abs
Joëlle POULICHET	P		
Martine CIBRARIO	P		
Jean-Bernard LE ROUX	P		
Jean QUERRIEL	Abs		
Anne LE LIBOUX	Abs		
Hélène MELIARENNE	P		
Sandrine SYLVESTRE	Abs		

CONVENTION RELATIVE A LA PRESTATION DE CALCUL DES ALLOCATIONS D'AIDE AU RETOUR A L'EMPLOI (ARE) ENTRE LE CDG 56 ET UNE COLLECTIVITE AFFILIEE

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Morbihan représenté par sa Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du conseil d'administration en date du 6 novembre 2023,

ci-après dénommé le "centre de gestion",

D'UNE PART, ET,

LE C.C.A.S. DE LANGONNET

Représenté par *Mme Françoise GUILLERM, Présidente,*

dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération 01/2026 en date du 27/01/2026, ci-après dénommé la "collectivité",

D'AUTRE PART

Préambule

La présente convention s'inscrit dans le cadre de l'article L 452-1 du Code Général de la fonction publique, qui permet au centre de gestion d'assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements, à la demande de ces derniers.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La collectivité confie au centre de gestion le soin de calculer, à sa demande, le montant des allocations d'aide au retour à l'emploi dont peuvent bénéficier les fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi que les agents non titulaires de droit public qui ont exercé leurs fonctions auprès de cette dernière.

Article 2 : Détail de la prestation

Le centre de gestion s'engage, sur la base des informations et renseignements réclamés par ses soins à la collectivité, à vérifier le droit à allocations des anciens agents, visés à l'article 1^{er}, puis à calculer pour son compte le montant des allocations d'aide au retour à l'emploi à leur servir.

Le décompte du montant est communiqué à la collectivité dans le délai d'un mois à compter de la transmission par cette dernière des informations et renseignements complets, et en tout état de cause après signature de la présente convention par les deux parties.

Le versement des allocations reste à la charge de la collectivité.

Article 3 : Facturation de la prestation

La prestation détaillée à l'article 2 fait l'objet d'une facturation établie sur la base d'un tarif fixé et révisé par le conseil d'administration du centre de gestion.

Le tarif est consultable sur le site du CDG : www.cdg56.fr

Il est convenu que la publication du tarif sur le site cité dispense de l'établissement d'avenant à la présente convention.

Après service fait, la facture correspondant à la prestation est adressée par le centre de gestion à la collectivité.

Article 4 : Engagements-responsabilité

La collectivité s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la constitution du dossier, certifiés par ses soins.

Sur la base des éléments communiqués par la collectivité, le centre de gestion s'engage à réaliser la prestation décrite à l'article 2.

Sa responsabilité ne saurait être engagée à défaut de communication des éléments précités ainsi qu'en cas de transmission d'éléments incomplets ou erronés.

Article 5 : Durée de la convention – résiliation

La présente convention prend effet à la date de signature pour s'achever au 31 décembre 2027.

La collectivité pourra renoncer au bénéfice de la prestation de calcul des allocations d'aide au retour à l'emploi par lettre recommandée avec avis de réception, à la date anniversaire de la signature de la présente convention et sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

Le centre de gestion se réserve le droit de résilier la présente convention en cas de non-respect par la collectivité de l'une quelconque des clauses, par lettre recommandée avec avis de réception et sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

Article 6 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

Article 7 : Avenants

Toute modification relative aux clauses de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé des deux parties.

Article 8 : Litiges – Compétence juridictionnelle

Dans l'hypothèse où un différend lié à l'exécution et à l'interprétation de la présente convention naîtrait entre les parties, ces dernières s'engagent préalablement à tout recours juridictionnel à se rapprocher pour tenter de le régler à l'amiable.

A défaut d'accord amiable, les litiges relatifs à l'exécution et à l'interprétation des présentes seront portés devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 9 : Confidentialité des données personnelles

Une annexe est jointe à la présente convention.

Fait à, le

En 2 exemplaires

Pour le CCAS de LANGONNET
La Présidente,
Mme Françoise GUILLERM

Pour le centre de gestion
La Présidente